

L'interdépendance avec les États-Unis procure d'énormes avantages au Canada tant sur le plan économique que celui de sécurité. Pour le Canada, l'art du possible a toujours résidé dans sa capacité de profiter de ces avantages sans risquer de compromettre son identité ou son indépendance. Aussi ne nous sommes nous pas engagés dans ces négociations commerciales bilatérales dans le seul but d'obtenir les meilleures conditions possibles sur le plan économique, mais animés d'un sens aigu de notre autodétermination sur les plans politique et économique. Nous étions prêts à quitter la table des négociations au cas où nous ne serions pas parvenus à obtenir la création d'un mécanisme de règlement des différends avec pouvoirs exécutoires. Mais, ce qui est plus fondamental encore, nous étions prêts à le faire au moindre signe de menace à notre souveraineté, à notre culture, à notre mosaïque sociale et à nos services, ou encore à notre capacité d'aider les régions à se développer.

L'accord de libre-échange fait sans conteste partie intégrante du programme national de ce gouvernement. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1984, notre mandat était clair: assurer un renouveau économique et parvenir à la réconciliation nationale. Nous avons atteint ces deux objectifs. Depuis septembre 1984, le nombre d'emplois s'est

accru de 900 000, ce qui constitue un exploit inégalé. En 1986 et durant la première moitié de 1987, le Canada s'est classé au premier rang des grandes nations industrialisées pour la croissance de la production. Non seulement le libre-échange permettra à l'économie canadienne de continuer sur sa lancée mais, en lui garantissant l'accès au marché américain, il lui offrira la possibilité d'une nouvelle expansion.

Ce n'est pas le désir d'imposer aux Canadiens un nouveau mode de vie qui nous a poussés à conclure un accord de libre-échange, mais le souci de répondre aux besoins du pays. Tous les Canadiens savent qu'au Canada un emploi sur trois est directement tributaire du commerce. Pour notre part, après avoir examiné la situation, nous avons décidé que la confiance mutuelle qui règne entre la population et le gouvernement du Canada était une invite à faire preuve de hardiesse et d'imagination, non dans les domaines marginaux de notre politique étrangère, mais dans le cadre même de nos relations les plus fondamentales.

Ce courage se manifeste dans tous les aspects de notre politique étrangère. Nous avons accepté le fardeau de l'interdépendance; nous en avons assumé les risques, bravé les périls et relevé les défis. Nous avons parallèlement affirmé l'indépendance de l'État souverain qu'est le Canada en matière de politique, d'action et de réflexion. Certains prétendent qu'en concluant un accord de libre-échange avec les États-Unis nous avons compromis notre avenir. Je